

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Novembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Zoom sur la visite du Président de la République française au Gabon

Le Président de la République Emmanuel Macron s'est rendu à Libreville les 23 et 24 novembre 2025 pour **une visite d'État consacrée au renforcement du partenariat entre la France et le Gabon dans les domaines économique, culturel et forestier**. Cette étape, inscrite dans une tournée africaine du Président français incluant l'île Maurice, l'Afrique du Sud et l'Angola, a donné lieu à des échanges approfondis avec les autorités gabonaises et les milieux d'affaires.

LE CHIFFRE A RETENIR

203 M EUR

Programme de modernisation et de sécurisation du Transgabonais (PMS)

La visite a donné lieu à des échanges avec les autorités gabonaises et les milieux économiques, complétés par une articulation culturelle et un engagement conjoint autour des initiatives de préservation de la forêt du Bassin du Congo. Une déclaration conjointe et un dîner d'État ont également marqué les temps forts du déplacement.



Crédits : AFP – Ludovic Marin

Au cours de la séquence économique, **la convention du Programme de modernisation et de sécurisation du Transgabonais (PMS) a été signée** en présence des deux dirigeants. Longue de 648 km et reliant Libreville à Franceville, cette ligne ferroviaire constitue l'armature logistique du pays, transportant chaque année plus de 300 000 passagers et plusieurs millions de tonnes de fret entre le port d'Owendo et les zones minières et forestières. Le programme, doté de 203 M EUR – dont 173 M EUR de prêt souverain de l'AFD et 30 M EUR de don de l'Union européenne – vise à renforcer la sécurité, la capacité et la performance du réseau ferroviaire, dans la

continuité du Programme de Remise à Niveau engagé depuis 2016. Selon l'AFD, le programme doit porter la capacité du Transgabonais à 16 sillons par jour avec huit circulations par direction tout en soutenant les filières du minier, du bois et de l'agro-industrie et en améliorant le désenclavement des territoires, contribuant ainsi activement à la stratégie nationale de diversification économique.

En parallèle de la visite officielle, **une délégation du MEDEF International, composée de représentants de 63 entreprises, s'est rendue au Gabon du 23 au 25 novembre**. Le chef de l'État gabonais a confirmé son objectif de transformation économique fondé sur une meilleure valorisation des ressources nationales, la création d'emplois pour la jeunesse, une industrialisation durable et le renforcement d'un environnement des affaires compétitif et innovant.

Depuis le 30 août 2023, les relations entre Paris et Libreville se sont réorientées dans une logique de rapprochement et de modernisation. Les autorités gabonaises ont multiplié les signaux d'ouverture économique, illustrés par la tenue du premier forum économique franco-gabonais en mai 2024. La visite du Président de la République à Libreville s'inscrit dans cette dynamique de relance des coopérations, de consolidation des projets structurants et de mobilisation renouvelée des acteurs économiques des deux pays.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)		Inflation (moy. Ann, en %)		*Solde Public (en %PIB)		Dette Publique (en %PIB)		Solde courant (en % PIB)		Dette extérieure (en % PIB)	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Cameroun	3,6	3,6	4,5	3,4	-0,6	-0,8	42,7	39,9	-3,3	-2,8	27,0	25,9
Centrafrique	1,8	2,9	3,4	2,7	-5,0	-1,6	60,7	58,3	-9,0	-6,9	30,9	31,1
Congo	2,6	3,3	3,1	3,3	2,6	3,5	95,4	91,4	1,3	-1,4	36,3	32,5
Gabon	3,1	2,8	1,2	1,5	-3,9	-5,9	73,4	79,2	4,5	2,2	32,2	31,3
Guinée Eq.	1,9	-4,2	3,2	4,0	-1,2	-0,8	36,2	35,1	-2,4	-1,7	6,8	5,1
Tchad	1,5	1,7	5,7	3,9	-2,0	-0,5	33,8	33,9	-1,3	-3,4	16,6	17,1
CEMAC	2,9	2,4	3,9	3,2	-1,1	-1,1	52,6	51,5	-1,1	-1,9	25,3	24,2
RDC	6,5	4,7	17,7	8,9	-2,0	-2,6	19,3	16,3	-4,1	-2,9	14,4	15,5
Sao Tomé	0,9	3,1	14,4	9,6	0,9	2,6	43,5	37,3	-10,2	-5,1	33,3	29,2

Source : FMI (octobre 2025), *solde budgétaire global (dons inclus)

Evolution des cours des matières premières

Oct-25	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	63	3	6	9	1045	407	640
Variation mensuelle (%)	-5%	8%	-15%	1%	1%	-1%	-1%
Variation annuelle (%)	-15%	45%	-11%	46%	-3%	7%	2%
Variation sur 5 ans	58%	42%	160%	166%	28%	-1%	3%
Variation sur 10 ans	34%	38%	86%	163%	64%	4%	-13%

Oct-25	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
	Coton	Caoutchouc naturel	Aluminium	Fer	Cuivre	Or
Référence/mesure	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/tmsu)	(USD/mt)	(USD/once troy)
Valeur	2	2	2793	104	10740	4058
Variation mensuelle (%)	-3%	-5%	5%	0%	8%	11%
Variation annuelle (%)	-9%	-24%	8%	2%	13%	51%
Variation sur 5 ans	2%	-8%	55%	-14%	60%	114%
Variation sur 10 ans	10%	51%	84%	95%	106%	250%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale)

Régional

La BDEAC obtient une première notation chez Moody's

Dans un communiqué du 21 novembre, Moody's a [attribué](#) à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) la note Ba3, assortie d'une perspective stable au titre de la notation inaugurale de crédit en devises étrangères. Positionnée dans la tranche supérieure de la catégorie « spéculative », cette évaluation constitue une étape stratégique pour l'institution, qui cherche depuis 2024 à accéder aux marchés internationaux afin de financer son Plan stratégique 2023-2027 « Azobé », évalué à 1 700 Mds FCFA (env. 2,6 Mds EUR). Moody's met en avant plusieurs atouts majeurs de la BDEAC : un rôle central dans le financement des projets structurants de la CEMAC ; un soutien actionnarial solide, illustré notamment par la récente augmentation de capital réussie en 2023 ; ainsi que le renforcement continu de sa gouvernance et de sa gestion des risques grâce aux réformes engagées dans le cadre du Plan « Azobé », destinées à aligner l'institution sur les standards internationaux.

44^e session de l'UEAC : Le budget de la CEMAC arrêté à 85,9 Mds FCFA en 2026

Le Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire de l'Afrique centrale (UEAC) a adopté, au terme de sa 44^e session ordinaire tenue à Brazzaville du 27 au 31 octobre 2025, le budget communautaire pour l'exercice 2026. Arrêté à 85,9 Mds FCFA, ce budget marque une progression de 2,42 % par rapport à celui de 2025. Lors de cette session, les travaux ont porté sur l'examen des rapports d'audit et de contrôle, la mise en place d'un comité d'audit communautaire présidé par le Gabon et le renforcement des mécanismes de gouvernance financière. Les discussions ont également souligné la baisse des contributions issues de la Taxe communautaire d'intégration (TCI) et du Fonds de développement communautaire (Fodec), qui cumulent une baisse de plus de 2,2 Mds FCFA, conduisant les ministres à appeler à l'application du nouveau mécanisme de collecte automatique et à l'apurement des arriérés afin de sécuriser les ressources internes. Les États membres ont en outre examiné le rapport de surveillance multilatérale, réaffirmé

les priorités liées à la convergence macroéconomique et évoqué la transition vers le budget-programme, qui nécessitera un cadrage budgétaire pluriannuel et une maîtrise accrue des financements.

Gabon–Guinée équatoriale : Signature de trois accords pour un espace numérique intégré

Le Gabon et la Guinée équatoriale ont [signé](#) le 10 novembre 2025, trois accords destinés à renforcer leur intégration numérique et à créer un espace numérique harmonisé en Afrique centrale. Ces accords portent sur (i) l'interconnexion de la fibre optique — notamment via la mise en service du câble CAB-4 — afin d'améliorer la vitesse et la fiabilité des échanges de données, (ii) sur l'instauration du roaming gratuit dans le cadre du programme « CEMAC Zero Roaming », permettant aux abonnés des deux pays de communiquer sans frais d'itinérance, ainsi que sur (iii) la coordination et la gestion conjointe des fréquences radioélectriques pour éliminer les interférences aux frontières. Les autorités et régulateurs des deux États, accompagnés des opérateurs télécoms, soulignent que ces mesures devraient faciliter la circulation des services numériques, réduire les coûts de communication et soutenir les échanges transfrontaliers, en cohérence avec les objectifs d'intégration du Programme économique régional de la CEMAC.

Le Cameroun et la Guinée équatoriale discutent du renforcement de leurs relations bilatérales

En visite officielle au Cameroun, le vice-président équato-guinéen, Teodoro Nguema Obiang Mangue, a été reçu en audience par le président camerounais Paul Biya le 19 novembre. Selon un [communiqué](#) de la présidence camerounaise, les discussions ont entre autres porté sur le renforcement de la coopération bilatérale dans différents domaines notamment, la défense, l'agriculture, le secteur minier et le secteur pétrolier. En marge de cette visite, les deux pays ont [validé](#) un schéma technique pour l'exploitation conjointe du gisement gazier transfrontalier Yoyo-Yolanda, l'un des plus stratégiques du Golfe de Guinée avec plus de 2 500 milliards de pieds cubes de réserves. Le projet prévoit une

double évacuation du gaz vers Bipaga (Cameroun) et Punta Europa (Guinée équatoriale), dans le cadre juridique sécurisé et déposé à l'ONU pour garantir sa pérennité.

Fonds Bleu pour le Bassin du Congo : une pré-table ronde organisée pour sécuriser les futurs engagements

En marge de la COP30, la BDEAC, gestionnaire du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo (F2BC), a [organisé](#) à Belém une pré-table ronde des investisseurs portant sur le premier programme de projets prioritaires du F2BC. Ce programme comprend 43 projets pour un coût total de 3,6 Mds USD, couvrant la gestion durable des ressources naturelles, les infrastructures résilientes, la pêche, le tourisme écologique, la recherche scientifique et la santé environnementale. La rencontre a réuni les pays membres de la Commission Climat du Bassin du Congo (CCBC) ainsi que des partenaires internationaux, dont la France, et visait à présenter un portefeuille structuré et finançable, composé de 77 % de projets nationaux et 23 % de projets régionaux, afin de mobiliser des engagements pour la table ronde des bailleurs prévue en mai 2026 à Brazzaville. À terme, le F2BC ambitionne de mobiliser plus de 10 Mds USD, la BDEAC assurant la structuration des projets, la mobilisation des ressources et le suivi de leur mise en œuvre, consolidant ainsi le rôle opérationnel des États membres dans le développement durable et la résilience économique du bassin du Congo.

Admission de Bange Bank Cameroun au compartiment monétaire de la BEAC

Par décision N° 144/GR/2025 du 21 novembre 2025, la BEAC a [officialisé](#) l'admission de cet établissement bancaire au compartiment des interventions sur le marché monétaire. Il devient ainsi contrepartie éligible aux opérations de refinancement de la Banque centrale, lui assurant un accès direct et sécurisé à la liquidité nécessaire à la gestion de sa trésorerie. Cette participation lui permet concrètement d'accéder aux guichets de l'Institut d'émission (le Niveau 2 du marché monétaire), où la BEAC injecte la liquidité nécessaire au système. Cette capacité à se refinancer est essentielle pour gérer ses besoins en trésorerie quotidiens et, surtout, pour

s'assurer une capacité de prêt ininterrompue à l'économie réelle. Dans le cadre de ces opérations, la banque devient une contrepartie éligible notamment aux Opérations principales d'injection de liquidités (OPIL) de la BEAC, dont le taux directeur est le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO). Elle peut également recourir à la Facilité de Prêt Marginal (FPM), le guichet de dernier ressort pour les besoins urgents de liquidité au jour le jour.

Cameroun

ENEO : signature de l'accord de vente entre Actis et l'État pour 78 Mds FCFA

Le mercredi 19 novembre 2025, l'État camerounais a signé la convention de [rachat](#) de 51 % des parts d'ENEO, fournisseur d'énergie au Cameroun, détenus par le fonds britannique Actis, pour un montant de 78 Mds FCFA (118,9 M EUR). Ce rachat met fin à plus de deux ans de négociations. La signature de l'accord, qui a eu lieu en présence des ministres des Finances et de l'Énergie ainsi que d'une délégation d'Actis, a été suivie d'un conseil d'administration extraordinaire qui a entériné la sortie définitive du fonds. À l'issue de l'opération, l'État détient 95 % du capital d'ENEO, les 5 % restants étant détenus par les employés. Le financement de l'opération serait intégré dans la loi de finances 2026, avec un délai de trois mois pour payer Actis. Ce dernier et l'État du Cameroun auraient trouvé un accord sur le montant à payer et sur les modalités de paiement. En effet, le paiement se fera net d'impôt directement en devises sur un compte bancaire en Europe. Ce rachat est intervenu alors que le secteur de l'électricité camerounais a été fragilisé par le sous-investissement, les litiges financiers et les coupures persistantes.

Fitch confirme la note « B » du Cameroun et maintient une perspective négative

Fitch Ratings a [confirmé](#), le 7 novembre 2025, la note souveraine de long terme en devises du Cameroun à « B », avec une perspective négative. L'agence souligne une croissance économique résiliente, attendue à 3,9 % en 2025 et 4,1 % en 2026, un endettement public modéré autour de 40 % du PIB et un calendrier de remboursement gérable, soutenus par la

mobilisation des recettes hors pétrole et la maîtrise des dépenses. Fitch relève cependant plusieurs vulnérabilités, dont la faiblesse persistante de la gouvernance, les retards récurrents dans le paiement de la dette extérieure non commerciale, la constitution d'arriérés intérieurs (388 Mds FCFA à mi-2025) et les interventions directes de la SNH représentant 0,7 % du PIB en 2024. L'agence identifie également des risques liés à la transition politique, après la réélection du président Paul Biya dans un contexte de tensions sécuritaires dans les régions anglophones et le nord du pays. Sur le plan extérieur, Fitch prévoit une réduction du déficit du compte courant à 3 % du PIB en 2025-2026, soutenue par la hausse des cours du cacao et la politique d'import-substitution. Le financement à moyen terme devrait rester appuyé par les bailleurs, avec la perspective d'un nouveau programme FMI en 2026 et une éventuelle émission d'Eurobond la même année. L'agence estime que la stabilité de la notation dépendra notamment de l'évolution de la gouvernance, de la gestion des finances publiques et des risques politiques.

La dette publique du Cameroun progresse de +2,6 % à 22,2 Mds EUR à fin septembre

Selon la dernière [note](#) de conjoncture de la dette publiée par la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), l'encours de la dette publique du Cameroun s'élève à 14 591 Mds FCFA (soit 22,2 Mds EUR) à fin septembre 2025, soit 43,9 % du PIB, en progression annuelle de 2,6 % demeurant toutefois en-dessous du plafond communautaire de 70 %. La structure de la dette reste fortement centralisée, l'administration centrale concentrant 93,3 % de l'encours, avec une dette directe de 13 613 Mds FCFA (41 % du PIB), majoritairement détenue auprès des créanciers extérieurs (62,9 %). La dette extérieure n'évolue que marginalement en glissement annuel (+0,2 % à 8 568 Mds FCFA), mais sa composition révèle des dynamiques contrastées selon les bailleurs : les financements multilatéraux progressent de 10,9 % à 4 675,4 Mds FCFA, dont 1 581,2 Mds d'appuis budgétaires, tandis que la dette bilatérale recule de 11,3 % à 2 591,6 Mds FCFA ; la dette commerciale diminue également à 1 301,1 Mds FCFA (-7,8 %). À l'inverse, la dette intérieure connaît une hausse plus marquée de 15,5 % pour atteindre 4 246 Mds FCFA, principalement alimentée par les émissions de

titres publics et les emprunts bancaires, tandis que les Restes à Payer s'établissent à 485,4 Mds FCFA. A fin septembre, le service cumulé de la dette avoisinait 1 030,3 Mds FCFA, soit 65,1 % du niveau prévu dans la LFI 2025.

Comptes nationaux du Cameroun au 2^{ème} Trimestre

Selon une [note](#) de l'INS, au deuxième trimestre 2025, le PIB réel du Cameroun a progressé de 1,4 % en glissement trimestriel et de 3,9 % en glissement annuel. Cette croissance est portée par les secteurs secondaire (+2,4 %) et tertiaire (+2,1 %), tandis que le secteur primaire a reculé de 2 %, pénalisé par la chute de l'agriculture d'exportation. Du côté de la demande, la consommation finale a progressé de 2,9 %, stimulée par une hausse exceptionnelle de la dépense publique (+30,7 %), tandis que la formation brute de capital fixe a augmenté de 2,3 %. Cependant, les exportations ont chuté de 22,1 % alors que les importations ont bondi de 16,7 %, aggravant le déficit commercial. En glissement annuel, la croissance s'est reposée surtout sur la demande intérieure, avec une hausse de 4,9 % de la consommation finale et une forte progression des investissements privés (+16,8 %), malgré la contraction de l'investissement public.

Projet de raffinerie de Kribi : la SNH choisit BGFI Cameroun pour mobiliser 210 M USD

BGFI Bank Cameroun a [signé](#) le 4 novembre, plusieurs accords de financement avec la Société nationale des hydrocarbures (SNH) pour la construction de la raffinerie Cstar à Kribi, un projet porté par une société de projet détenue majoritairement par la SNH aux côtés d'Ariana Energies. La banque s'est engagée à mobiliser environ 210 M USD, en qualité d'arrangeur et de banque agent, pour financer cette raffinerie d'une capacité de traitement de 30 000 barils de brut par jour, implantée sur 250 hectares dans la zone industrialo-portuaire de Kribi. Pour rappel, les travaux de construction de cette raffinerie, lancés le 17 juillet 2025 et confiés au consortium RCG Turnkey Solutions avec GPS et Norinco International, incluent également la construction d'un terminal de stockage de 250 000 à 300 000 m³.

Autoroute Yaoundé-Nsimalen : un emprunt de 154 Mds Fcfa pour relancer la section urbaine

Par décret présidentiel N°2025/524 du 18 novembre 2025, le ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire est habilité à signer avec la MUFG BANK deux conventions portant sur un crédit acheteur d'un montant de 136,392 Mds FCFA (208,7 M EUR) et un crédit commercial d'un montant de 18,105 Mds FCFA (26 M EUR). Le financement de 154 Mds FCFA (234,7 M EUR) est destiné à la réalisation du lot 1 du projet de construction de la section urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen. Pour mémoire, l'autoroute longue de 23 km est en construction depuis 2014. La section rase campagne (10,8 km) a été inaugurée en janvier 2022 après 7 années de travaux. La section urbaine (12,3 km) est répartie sur 3 segments : l'un confié à l'entreprise camerounaise Buns et les deux autres à la société Razel. L'investissement global sur ce projet est évalué à 434 Mds FCFA (661,6 M EUR) contre 380 Mds FCFA (579,5 M EUR) prévus initialement. Cette révision à la hausse de 54 Mds FCFA, serait due aux contraintes foncières, d'aménagements urbains complexes et d'ajustements techniques sur l'axe traversant la ville.

Kikot-Mbebe : KHPC présélectionne les candidats pour la centrale hydroélectrique de 500 MW

Dans le cadre de l'aménagement du barrage hydroélectrique de Kikot-Mbebe d'une capacité de 500 MW sur le fleuve Sanaga, un appel à présélection avait été lancé par l'entreprise Kikot-Mbebe Hydro Power Company (KHPC) pour trois lots : i) Génie civil ; ii) Electromécanique et iii) lignes et postes. L'entreprise a ainsi publié les [résultats](#) des entreprises retenues pour les lots annoncés. Parmi les candidats figurent de grands groupes internationaux, déjà actifs sur des infrastructures en Afrique centrale, tels que le consortium français Razel-Bec et Vinci constructions Grands projets, l'italien WeBuild, le chinois Sinohydro au côté de l'Egyptien Elsewedy, l'autrichien Andritz Hydro, l'Indien Kalpataru, le chinois Dongfang Electric et le consortium français Cegelec/Vinci Energies. Les sociétés retenues devront ensuite déposer une proposition détaillée pour la prochaine phase

de la procédure. Le closing financier qui marquera le début des travaux de construction des ouvrages est prévu au second semestre 2027. Pour rappel le barrage de Kikot-Mbebe va permettre de renforcer la production électrique nationale et de soutenir la croissance industrielle.

Le Cameroun dévoile un projet cotonnier de 300 M USD pour reconstruire la chaîne de valeur du coton

Un consortium composé de Panafrutex, de la Sodecoton, de la CNPS et de Marlo Properties Fincorp lance Camtext SA afin de renforcer la transformation locale du coton camerounais. Le projet, estimé à 300 M USD, sera implanté dans la zone industrielle de Dibamba et comprendra des unités de filature, tissage, tricotage et finition, avec à la clé la création attendue de 12 000 emplois. Un centre textile sera également établi à Garoua pour former la main-d'œuvre et générer 3 000 emplois supplémentaires. La production servira le marché national dans un premier temps, avant une expansion vers les marchés régionaux. Camtext prévoit de transformer 12 000 tonnes de coton produites par la Sodecoton, d'accroître la valeur ajoutée domestique et de réduire les exportations de fibre brute. La phase préparatoire débutera en 2026, avec un objectif de pleine capacité d'ici 2033 et un retour sur investissement estimé à 11 ans. Le plan vise à relancer l'industrie textile camerounaise grâce à des incitations fiscales, la modernisation de la production et la réduction des importations en cohérence avec les objectifs nationaux de développement. La réussite du projet dépendra toutefois du respect des délais de réalisation.

Centrafrique

Lancement de la 2^{ème} phase du Programme d'appui à la reconstruction des communautés de base

La République centrafricaine et le Groupe de la Banque africaine de développement ont [lancé](#), le 22 octobre, la deuxième phase du PARCB, un programme de 113 M USD visant à renforcer la cohésion sociale, la revitalisation économique et la résilience climatique dans les zones

touchées par les conflits. Dans la continuité des phases précédentes, cette nouvelle étape s'étend désormais à l'Ouaka, la Haute-Kotto et la Basse-Kotto, afin de soutenir la reconstruction locale à travers la formation professionnelle, l'entrepreneuriat et le renforcement des capacités institutionnelles dans l'agriculture, l'artisanat et le secteur minier. Avec une attention particulière portée aux jeunes et aux femmes, le PARCB-2 bénéficiera à plus de 800 000 personnes, dont 5 000 jeunes sans emploi, et prévoit une enveloppe de 8 M USD dédiée à l'adaptation au changement climatique.

Congo

Le Congo émet un eurobond de 670 M USD pour refinancer sa dette intérieure

La République du Congo a effectué un retour sur les marchés financiers internationaux en [émettant](#) un eurobond de 670 M USD (environ 380 Mds FCFA). C'est la première opération de ce genre depuis près de vingt ans. Arrangé par Citigroup, cet emprunt porte un coupon de 9,875% et arrivera à échéance en 2032, avec un remboursement progressif à partir de 2028. Selon le ministère des finances, les fonds levés serviront exclusivement au refinancement d'une partie de la dette intérieure arrivant à échéance entre novembre 2025 et février 2026. Cette opération s'inscrit dans un contexte budgétaire tendu : le projet de loi de finances 2026 prévoit des ressources de trésorerie de près de 550 Mds FCFA (contre près de 500 Mds en 2025), mais des charges de trésorerie en forte croissance, à 1 470 Mds (contre 850 Mds en 2025). Il en résulte un besoin de financement prévisionnel de 641,5 Mds FCFA, que Brazzaville entend combler via une stratégie hybride combinant le marché financier régional et les marchés internationaux. En parallèle, le pays a rééchelonné discrètement 305 Mds FCFA de dette intérieure arrivant à échéance la semaine du 13 octobre et celle du 20 octobre. Certaines obligations auraient été allongées jusqu'à trois ans.

La SFI prête 14,5 Mds FCFA à Bank of Africa Congo pour financer les PME locales

La Société Financière Internationale (SFI), filiale du Groupe Banque mondiale dédiée au secteur

privé, et Bank of Africa Congo (BOA Congo) ont [signé](#) début octobre à Brazzaville un protocole d'accord portant sur un financement de 14,5 Mds FCFA (environ 25,5 M USD) visant à faciliter l'accès au crédit pour les micro-entreprises et PME congolaises. Au moins 10 % des fonds seront réservés aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes. Ce prêt, qui constitue le premier investissement de la SFI dans une banque congolaise depuis 2016, vise par ailleurs à renforcer la gouvernance de BOA Congo et stimuler la création d'emplois dans le pays. Il intervient dans un contexte où l'accès au crédit demeure limité. Selon l'Institut National de la Statistique au Congo, 70% des PME déclarent avoir besoin de financement mais près de 40% restreignent leurs demandes de crédits en raison de conditions d'accès difficiles.

Le Congo signe un accord pour exporter en Chine à taux zéro

Le Congo est le premier pays africain à [signer](#) un accord avec la Chine dans le cadre du Contrat de partenariat économique pour le développement partagé sur les récoltes précoces (CADEPA). Le CADEPA avait été dévoilé par Pékin lors du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). L'accord signé début novembre à Shanghai permet au Congo de bénéficier d'un accès préférentiel au marché chinois, avec une exonération totale des droits de douane sur les produits fabriqués localement et exportés vers la Chine. Ce mécanisme fait du Congo un pays pilote pour l'Afrique et traduit le renforcement du partenariat économique entre Brazzaville et Pékin.

Le PAPN accueille le premier navire de plus de 15 000 conteneurs

Le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) a [accueilli](#) le 22 octobre, pour la première fois, un porte-conteneurs capable de transporter jusqu'à plus de 15 690 conteneurs équivalent vingt pieds (EVP). Le « Maersk Halifax » est long de 368 m et large de 54 m. L'arrivée de ce navire a été rendu possible grâce aux investissements réalisés par Congo Terminal, filiale d'Africa Global Logistics, qui a investi plus 350 M EUR dans le développement des infrastructures, la formation du personnel et l'acquisition des équipements de pointe depuis le début de la concession en 2009. Congo Terminal poursuit son développement avec la construction d'une

nouvelle plateforme portuaire au Môle Est qui pourra accueillir des navires de plus de 20 000 EVP. Sa mise en exploitation est prévue courant 2027.

Le chef de l'Etat inaugure l'usine de valorisation du gaz associé de l'opérateur chinois Wing Wah

Le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a [inauguré](#) le 17 novembre 2025, l'usine de valorisation du gaz associé du champ Banga-Kayo réalisée par la société chinoise Wing Wah en partenariat avec la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC). Ce programme sera mis en œuvre en trois phases. À terme, l'usine traitera 5 millions de mètres cubes de gaz par jour, permettant de produire plus de 219 000 tonnes de propane, 151 000 tonnes de butane, 250 000 tonnes de GNL, ainsi qu'une quantité importante de gaz sec. Wing Wah, qui produit 58 000 barils de pétrole par jour ambitionne d'atteindre 500 000 barils par jour équivalent pétrole d'ici à 2030. Wing Wah a déjà investi 4 Mds USD au Congo et avec ce programme, l'ensemble des investissements de la société chinoise au Congo atteindrait alors environ 27 Mds USD.

Gabon

BGFI Holding ouvre 10 % de son capital à la BVMAC

Le 3 novembre 2025, la Commission de Surveillance du Marché Financiers de l'Afrique centrale (COSUMAF) a [autorisé](#) l'introduction en bourse de BGFI Holding Corporation, société mère du groupe BGFI Bank, qui mettra 10 % de son capital sur le marché via une émission d'actions nouvelles. La période de souscription est fixée du 11 novembre au 24 décembre 2025, avec une cotation prévue à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) et un pilotage assuré par BGFI Bourse, opérant comme arrangeur et chef de file. Cette opération vise à mobiliser jusqu'à 125 Mds FCFA pour renforcer les fonds propres, soutenir l'innovation et accompagner la croissance du groupe en Afrique. Elle intervient après l'approbation d'une augmentation de capital en juin 2025 et la levée d'une suspension liée à un [contentieux actionnarial](#), réglé fin septembre par le Tribunal de Commerce de Libreville. L'introduction devrait accroître la profondeur du marché financier régional, porter le flottant

de la BVMAC à près de 193 Mds FCFA et élargir l'actionnariat au public de la CEMAC, avec un prix d'introduction fixé à 80 000 FCFA pour un minimum de dix actions.

Accords de financement pour le lancement du programme «Gabon Infini»

Le Gabon a officiellement [lancé](#) le programme «Gabon Infini», un plan décennal visant à protéger 34 000 km² de forêts tropicales dans le bassin du Congo, en mobilisant 180 USD, dont 94 M USD provenant de bailleurs internationaux tels que le Fonds pour l'Environnement Mondial et le Bezos Earth Fund, et 86 M USD de fonds publics gabonais. L'initiative, structurée selon le modèle «Project Finance for Permanence», financera la création de nouveaux parcs nationaux, la lutte contre le braconnage des éléphants et le développement de l'écotourisme, conditionnant les fonds à la mise en œuvre de réformes environnementales. Le projet vise à porter la part des forêts protégées de 15 % à 30 % du territoire, qui couvre 90 % de forêts intactes abritant plus de la moitié des éléphants de forêt africains et un quart des gorilles de plaine occidentaux. Ce mécanisme s'inscrit dans une dynamique régionale de conservation et pourrait servir de modèle pour d'autres pays du bassin du Congo.

Une centrale bi-fuel de 100 MW attendue en 2026

Le groupe turc Aksa Enerji prévoit de lancer prochainement deux projets électriques au Gabon, avec une mise en service prévue d'ici mai 2026 : une centrale bi-fuel de 100 MW à Akournam et le remplacement d'une turbine à gaz de 50 MW à Port-Gentil, visant à stabiliser la production dans les principales zones économiques et réduire la dépendance aux importations de combustibles. Parallèlement, Aksa Enerji développe un mégaprojet de centrale au gaz de 1 000 MW pour alimenter Libreville et la province de la Ngounié, s'inscrivant dans la stratégie nationale visant plus de 1 500 MW de capacité installée d'ici 2030.

Guinée Équatoriale

Loi de Finances : La Guinée Équatoriale projette un budget en baisse de 8% à 1 294 Mds FCFA en 2026

Le gouvernement a présenté au parlement son projet de loi de finances 2026, fixé à 1 294,2 Mds FCFA, en contraction de 8 % par rapport à l'exercice précédent, tant pour les recettes (-111,5 Mds FCFA) que pour les dépenses (-109,2 Mds FCFA), en réponse à la forte volatilité des revenus pétroliers qui représentent 81 % des recettes totales. Selon les autorités, cette politique budgétaire viserait à contenir le déficit et à garantir la soutenabilité des finances publiques à long terme, en promouvant la diversification économique, l'amélioration de la gouvernance et la solidité du secteur bancaire. Après un excédent budgétaire de 190,6 Mds FCFA en 2023, la Guinée équatoriale a basculé en déficit en 2024, affichant un solde négatif de 43 Mds FCFA sous l'effet de l'effondrement des recettes pétrolières, en chute de 274,9 Mds FCFA (-19,7 %) sur un an. Au premier semestre 2025, le pays a enregistré un excédent de 148,4 Mds FCFA, les dépenses ayant été maîtrisées à 658,1 Mds FCFA contre 805,5 Mds FCFA de recettes.

Signature d'un accord de financement de 58 M EUR pour l'inclusion et l'emploi des jeunes

La BAfD et la Guinée équatoriale ont [signé](#), le 30 octobre 2025 à Bata, un accord de financement de 58,6 M EUR pour la première phase du Projet de renforcement du capital humain en appui à l'inclusion économique et sociale (PARCH 1), première intervention de la Banque dans les secteurs sociaux du pays depuis dix ans. Le projet vise à améliorer la formation professionnelle afin de faciliter l'accès des jeunes à l'emploi, avec pour objectifs la formation de près de 2 000 jeunes, la création de 4 500 emplois, l'établissement de 500 entreprises dirigées par des jeunes et des femmes, ainsi que la construction de deux instituts polytechniques modernes à Mongomo et Luba. Il prévoit également une forte implication du secteur privé via des stages, des incubateurs et des mécanismes de soutien à l'entrepreneuriat. D'un coût total de 73,3 M EUR, le projet est cofinancé par l'État à hauteur

de 14,65 M EUR, tandis que le portefeuille actuel de la BAfD dans le pays s'élève à 85,6 M EUR, principalement dans l'agriculture et la gouvernance.

Tchad

Tchad Connexion 2030 : un forum des partenaires à Abu Dhabi

À l'occasion du Forum sur le commerce et l'investissement tenu les 10 et 11 novembre 2025 à Abu Dhabi, les autorités tchadiennes ont [présenté](#) aux investisseurs et partenaires le plan national de développement du pays baptisé « Tchad Connexion 2030 », qui vise à transformer l'économie du pays d'ici 2030. Environ 40 accords et protocoles d'entente ont été signés principalement par des investisseurs internationaux. Conçu avec l'appui de partenaires internationaux, le plan prévoit 30 Mds d'investissements autour de 268 projets pour stimuler les infrastructures, le capital humain, la diversification économique et la gouvernance, avec pour objectif d'atteindre 10 % de croissance du PIB réel et de réduire la pauvreté d'un tiers d'ici 2030.

Fitch maintient la note du Tchad à « B- » assortie d'une perspective stable

L'agence de notation Fitch Ratings a [confirmé](#), le 27 octobre 2025, la note souveraine du Tchad à B- avec perspective stable, estimant que l'amélioration des fondamentaux macroéconomiques — notamment la réduction du déficit à 0,1 % du PIB en 2024, l'augmentation des recettes non pétrolières et une dette publique modérée à 29,2 % du PIB — compense encore les fragilités structurelles du pays, en particulier sa forte dépendance au pétrole et des capacités administratives limitées. L'agence souligne la solidité des réserves extérieures, la prédominance des prêts concessionnels dans la dette et la dynamique des réformes soutenues par un nouveau programme du FMI de 625 M USD. Toutefois, la baisse attendue des recettes pétrolières, l'apparition d'arriérés extérieurs et la vulnérabilité budgétaire tempèrent la notation. Fitch estime que les progrès en matière de discipline budgétaire et de gouvernance, ainsi que la mise en œuvre du plan « Tchad Connexion 2030 », pourraient

ouvrir la voie à une amélioration future, tandis qu'un affaiblissement fiscal ou sécuritaire pourrait entraîner une dégradation.

Les services du FMI achèvent une mission au Tchad

Une [mission](#) du FMI a tenu des discussions avec les autorités tchadiennes du 30 octobre au 21 novembre 2025 dans le cadre de la première revue de la Facilité élargie de crédit (FEC). Selon le chef de mission, des progrès significatifs ont été réalisés vers un accord technique, tandis que les échanges se poursuivront virtuellement. Le FMI a salué la mobilisation importante de financements pour le Plan national de développement « Tchad Connexion 2030 ». La délégation a rencontré les principales autorités économiques et financières du pays, ainsi que des représentants du secteur privé.

RDC

Coopération sino-congolaise : un excédent commercial de 10 Mds USD en faveur de la RDC

Le volume des échanges commerciaux entre la RDC et la Chine a atteint 19,5 Mds USD sur les neuf premiers mois de l'année 2025, générant un excédent commercial d'environ 10 Mds USD en faveur de Kinshasa, selon l'Ambassadeur de Chine en RDC, Zhao Bin. Cette dynamique commerciale s'inscrit dans un contexte de croissance économique congolaise prévue à 5,3 % pour 2025, bien que ralentie par une expansion minière moins soutenue. La Chine est le premier partenaire commercial de la RDC, représentant 38 % de ses exportations et 34 % de ses importations. [La structure des échanges](#) reste marquée par les exportations congolaises de minerais et les importations de biens d'équipement et de consommation. Le partenariat économique bilatéral, qualifiée de « gagnant-gagnant » par la partie chinoise, va au-delà du seul secteur minier. Elle inclut des projets d'infrastructures, comme la construction de roades à Kinshasa et des centrales hydroélectriques, ainsi que des initiatives dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de la formation professionnelle. À titre d'illustration, les entreprises chinoises auraient contribué pour plus de 3 Mds USD aux recettes fiscales congolaises en 2024. Les perspectives de ce partenariat stratégique devraient être renforcées par la demande en

minerais stratégiques congolais comme le cuivre et le cobalt.

Développement de trois corridors économiques en Afrique centrale

En marge du 9^{ème} sommet de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs ([CIRGL](#)) tenu à Kinshasa, la RDC a [présenté](#) trois projets d'infrastructures prioritaires qu'elle entend promouvoir. Le corridor de Lobito, intégralement financé à hauteur de 250 M USD, reliera les zones minières du Lualaba à l'Atlantique via l'Angola ; le projet ferroviaire Tanzanie-Burundi-RDC ouvrira un accès à l'océan Indien ; et l'axe routier vers l'Ouganda est destiné à accroître les échanges transfrontaliers. Selon le Vice-Premier ministre, ministre des Transports de la RDC, le corridor de Lobito réduira les temps de transport de 3 semaines à 5 jours pour les exportations du Lualaba. Les coûts logistiques devraient baisser de 30 % à 40 %, avec un trafic anticipé de 2 millions de tonnes annuelles d'ici 2030. Le projet inclut la réhabilitation de 1 300 km de voies ferrées et un port en eau profonde. Ces infrastructures visent à transformer les frontières en espaces de commerce et de stabilité. Le gouvernement de la RDC souligne leur rôle dans l'intégration économique régionale, avec des retombées attendues sur la compétitivité des économies locales et la création d'emplois directs et indirects dans les secteurs minier, agricole et des télécommunications.

Rome Resources lance une levée de fonds pour explorer l'étain sur le projet Bisie North

La société d'exploration minière britannique «Rome Resources» a annoncé le 19 novembre une levée de fonds d'un montant équivalent à 2,4 M USD destinée à financer un nouveau programme de forage sur son projet d'étain Bisie North, en République Démocratique du Congo. Cette campagne de 3 à 4 mois ciblera les zones profondes des gisements de Kalayi et Mont Agoma que Rome identifie comme présentant un « potentiel à haute teneur », avec un objectif d'accroissement des ressources minérales inférées, actuellement estimées à 10 600 tonnes. La levée de fonds intervient dans un contexte de volatilité de la production régionale. La mine Bisie voisine, exploitée par Alphamin Resources, a vu ses exportations

d'étain chuter de 35,6 % au premier trimestre 2025 en raison de l'insécurité, avant de reprendre ses activités en avril. Alphamin, qui a dominé les exportations industrielles d'étain de la RDC en 2024 à 99 % (soit 26 932 tonnes), table sur une production de 20 000 tonnes pour 2025. Le [projet Bisie North](#) vise à consolider la filière en s'appuyant sur un potentiel d'expansion estimé entre 53 000 et 144 000 tonnes de ressources minérales supplémentaires. L'exploration de Rome Resources s'inscrit dans une stratégie d'évaluation multi-produits (étain, cuivre, zinc), dont l'estimation des ressources minérales définitive n'est pas encore connue à ce jour. La société opère dans une région où la stabilité s'est améliorée à la suite du retrait des rebelles du M23 en avril 2025 et de la signature d'une déclaration de principes entre la RDC et le Rwanda. Le succès des forages approfondis déterminera la capacité du projet à soutenir la production nationale d'étain, un métal critique dont le prix se maintenait autour de 29 170 USD la tonne début 2025.

Sao Tomé-et-Principe

Accord au niveau des services pour la 2^{ème} revue du programme FEC avec le FMI

Les services du FMI et les autorités de São Tomé sont parvenus à un [accord](#) au niveau technique sur la deuxième revue des politiques économiques sous-tendues par le programme de 40 mois soutenu par la FEC. La plupart des objectifs quantitatifs fixés pour la deuxième revue ont été atteints et des progrès significatifs ont été accomplis sur toute une série de questions macro-structurelles. Les autorités ont progressé dans le maintien de la stabilité macroéconomique, malgré la crise énergétique actuelle. Elles sont déterminées à améliorer la situation budgétaire et à faire avancer le programme de réformes du gouvernement. La croissance a été révisée à la baisse à 2,1 % en 2025 et l'inflation a augmenté ces derniers mois, malgré une politique monétaire restrictive. La croissance devrait s'accélérer et l'inflation ralentir progressivement à moyen terme.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
28-29 janvier 2026	Les rencontres économiques du Cameroun, organisé par le patronat camerounais	Yaoundé (Cameroun)
7-9 février 2026	23 ^e Congrès international et exposition de l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement (Forum de l'eau)	Yaoundé (Cameroun)
9-13 février 2026	Pavillon France organisé par Business France, au 23 ^{ème} Congrès International de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement	Yaoundé (Cameroun)
26-29 mars 2026	14 ^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	Yaoundé (Cameroun)
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France Africa Forward	Nairobi (Kenya)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	Wine Tastin organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed Elkatib AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA (SER Yaoundé) ;

Guillaume PREVOST - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (AFD-N'Djamena)

[Rendez-vous sur cette page pour vous abonner](#)